Conclusions du Conseil européen réuni les 16 et 17 décembre 2010

2010/2655(RSP) - 19/01/2011

Le Président du Conseil européen a présenté aux députés européens les résultats du Conseil européen de décembre 2010.

S'agissant de la gouvernance économique, Herman Van Rompuy s'est félicité de ce que le Conseil européen ait accepté une révision limitée des traités afin que les États membres de la zone euro mettent en place un mécanisme permanent pour préserver la stabilité financière de la zone euro. Dans le domaine des relations internationales, le Conseil européen a envoyé un signal clair à la Côte d'Ivoire sur la nécessité de respecter les résultats électoraux.

De son coté, le Président de la Commission, José Manuel Barroso a salué la détermination affichée des États membres à assurer la stabilité de l'UE.

Les groupes politiques du Parlement se sont montrés plus sceptiques quant au succès du Conseil européen :

- déplorant les querelles entre les États membres, le représentant du groupe S&D a estimé que le sommet avait manqué une occasion en faisant « trop peu et trop tard »;
- le groupe ALDE a insisté sur la nécessité de rassurer non seulement les marchés mais surtout les populations, ce qui ne semble pas être le cas ;
- le président du groupe PPE a demandé que tout soit mis en œuvre pour rassurer les marchés de façon structurelle en créant les conditions de la croissance et de l'emploi, ce qui implique un effort d' assainissement des finances publiques nationales. Dans le même temps, il a souhaité que davantage de moyens européens soient mis au service de l'emploi. Il a invité la Commission à faire des propositions afin qu'une solution soit trouvée ;
- soulignant que la réduction de la dette n'était pas la seule priorité, le groupe des Verts a estimé que la gestion de la dette devait être fondée sur l'égalité et l'équité ;
- enfin, tout en jugeant l'austérité budgétaire essentielle, le représentant du groupe ECR a plaidé pour des réformes structurelles axées sur la croissance via la stratégie UE 2020.

Réagissant aux critiques des députés, le Président de la Commission a indiqué que le retour à la croissance impliquait de régler au préalable le problème de la dette. Il a également plaidé en faveur d'une réforme structurelle, seul moyen de soutenir l'économie sociale de marché européenne.

En réponse aux critiques d'un eurodéputé du groupe GUE/NGL à propos du plan de sauvetage irlandais, M. Barroso a répondu que l'UE n'était pas la cause du problème mais bien une partie de la solution pour l'Irlande.